

NOTES DE LECTURE

Justin VAÏSSE

Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)

(Odile Jacob, 2012, 288 p., 24,90 €)

En 1977, le politologue, Stanley Hoffman, écrivit un article intitulé : « An American Social Science : International Relations ». Il y notait que le système de passage entre pouvoir et universités chez les spécialistes de cette discipline spécifiquement américaine plaçait les universitaires non seulement dans les coulisses du pouvoir mais dans ses cuisines. Avec le livre de Justin Vaïsse, qui a passé de longues années à la Brookings Institution de Washington, un lieu de passage entre cuisine et coulisses du pouvoir, nous avons une production typique de genre de milieu.

L'auteur passe en revue divers aspects de la politique étrangère des États-Unis, apparemment sans en laisser un seul de côté. Un lecteur assidu du *New York Times* aurait déjà une bonne idée du contenu de ce livre. Il semble équilibré puisqu'il loue et critique Obama et son administration n'hésitant pas à distribuer bons et mauvais points. Il adopte souvent le vocabulaire du pouvoir en place pour analyser les actions de ce même pouvoir, par exemple lorsqu'il parle du « pivot », c'est-à-dire du recentrage de la politique étrangère décidé sous Obama. Ses titres de chapitres semblent refléter la complexité d'une analyse : « Obama le diplomate », « Obama le libérateur ambigu », « Obama

le terrible », « Obama le pragmatique ». Il termine son ouvrage, bizarrement, sur une boutade attribuée à Bismarck : « La providence protège les idiots, les enfants, les ivrognes et les États-Unis d'Amérique » (p. 243). La citation en allemand dit « *Kinder, Betrunkene und die Vereinigten Staaten haben einen Schutzengel.* », donc plutôt un ange gardien que la providence. Bismarck se gaussait d'une prédisposition américaine alors que Vaïsse en fait une raison de croire au renouveau de la superpuissance.

Le livre fourmille d'anglicismes (assistants « seniors » du président, accomplissement pour réussite...) et d'erreurs qui indiquent qu'il a été écrit dans la précipitation juste avant les élections américaines. Les mots « libéraux, radicaux, leadership » sont utilisés dans un sens américain et surtout idéologique ; p. 175, les chiites sont décrits comme une « minorité » à Bahreïn qui, deux lignes plus loin, devient « les deux tiers » de la population ; p. 198, il évoque une « paranoïa » pakistanaise et p. 199, il écrit qu'« Ils (les Pakistanais) n'ont d'ailleurs pas tort » donc ils ne sont peut-être pas paranos ? L'utilisation de l'anglais même pour évoquer le nom d'une institution russe ou chinoise est un symptôme : Vaïsse est toujours à la Brookings. Plus

189

fondamentalement, son vocabulaire reflète sa pensée, celle des cuisines du pouvoir. Ainsi le mot « leadership », qui dans les faits veut dire hégémonie et sert d'euphémisation à l'administration Obama, comme *soft power* avait servi l'administration Clinton, est utilisé dans le sens de chef donnant une impulsion même lorsque le monde en majorité refuse d'être mené ou dirigé par les États-Unis – comme le montrent les études du Pew Research Center que Vaïsse cite sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Son américanophilie linguistique va si loin qu'il parle, p. 151, de « leadership iranien » (à ce moment il veut tout simplement dire les dirigeants iraniens et donc son mot anglais change de sens).

De façon typique, il prend les descriptions du pouvoir ou des journaux dominants pour argent comptant. Obama le libérateur est ainsi « du bon côté de l'histoire » (p. 168) lorsqu'il libère la Libye de son dictateur. Vaïsse n'interroge pas du tout la notion d'intervention humanitaire et ne semble pas être au courant des implications des services secrets français visant Kadhafi. Il note le traitement différent de l'Égypte et du Bahreïn en ce qui concerne la promotion de la démocratie mais défend son idée d'un Obama interventionniste humanitaire quand même. L'idée, simple en géopolitique, que les puissances n'interviennent jamais uniquement pour des raisons humanitaires ne l'effleure pas. On ne trouvera ni Bricmont, ni Golub, ni Herman, ni Chomsky dans sa bibliographie, des auteurs plus informés sur ce point.

Pour évoquer la mort de Ben Laden (un criminel notoire, bien évidemment) il parle d'un « raid victorieux » (p. 17) comme s'il s'était agi d'une bataille armée alors qu'il s'agissait d'un « assassinat ciblé » qui est donc illégal, comme Vaïsse l'indique plus loin pour tout de suite l'oublier. D'ailleurs, l'auteur pense que cet assassinat et les attaques de drones, certes « extrajudiciaires » comme il dit à plusieurs reprises en s'inscrivant dans le vocabulaire du pouvoir, ont permis aux États-Unis de gagner la guerre contre Al Quaida (p. 232) et affirme qu'Obama le pragmatique a permis le « retour de la nation indispensable guidant le monde » (p. 227, une citation de Madeleine Albright non attribuée ici et mal traduite car « nation » veut dire « pays » dans ce cas).

Le politologue universitaire en vient donc, après quelques critiques superficielles, à la célébration de l'Amérique dans les mêmes termes que Mme Albright, celle qui avait dit que les 500 000 morts causés par les sanctions contre l'Irak dans les années 1990 « valaient le coup ». (« We think the price is worth it. ») La cécité éthique des responsables politiques devient l'analyse superficielle des spécialistes qui pensent que frayer avec les puissants leur donne un accès privilégié à l'information, alors que cela ne les fait rentrer dans la cuisine. On trouvera ainsi plus d'informations et d'analyses fouillées chez Seymour Hersch, journaliste au *New Yorker*, que chez ce chercheur qui connaît le beau monde de la diplomatie.